

9° la collaboration structurelle avec le "Service de Lutte contre la Pauvreté, la Précarité et l'Exclusion sociale" comme prévu à l'article 6, § 2 de l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la continuité de la politique en matière de pauvreté, signé à Bruxelles le 5 mai 1998. »

**Art. 6.** La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 4 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2000.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2001.

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de Santé,

J. CHABERT

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de Santé,

D. GOSUIN

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes,

E. TOMAS

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes

G. VANHENGEL

—————  
Note

(1) Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

Session ordinaire 2000-2001

B - 55/1 Projet d'ordonnance

B - 55/2 Rapport

*Compte rendu intégral* :

Discussion et adoption : séance du vendredi 13 juillet 2001

9° de structurele samenwerking met het "Steunpunt tot bestrijding van armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting" zoals voorzien in artikel 6, § 2 van het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de bestendinging van het armoedebeleid, ondertekend te Brussel op 5 mei 1998. »

**Art. 6.** Deze ordonnantie treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 4 dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2000.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2001.

Het Lid van het Verenigd College,  
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,

J. CHABERT

Het Lid van het Verenigd College,  
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,

D. GOSUTN

Het Lid van het Verenigd College,  
bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen,

E. TOMAS

Het Lid van het Verenigd College,  
bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen,

G. VANHENGEL

—————  
Nota

(1) Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

Gewone zitting 2000-2001

B - 55/1 Ontwerp van ordonnantie

B - 55/2 Verslag

*Volledig verslag* :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 13 juli 2001

F. 2001 — 3281

[S - C - 2001/31397]

**19 JUILLET 2001. — Ordonnance relative aux enquêtes parlementaires (1)**

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, dans le cadre de la mission qu'il définit, exerce le droit d'enquête par lui-même ou par une Commission formée en son sein, pour toute affaire ayant un rapport avec les matières visées à l'article 39 de la Constitution.

Les enquêtes menées par le Conseil ne se substituent pas à celles du pouvoir judiciaire avec lesquelles elles peuvent entrer en concours, sans toutefois en entraver le déroulement.

**Art. 2.** La Commission est constituée et elle délibère conformément aux règles établies par le Conseil.

Tout membre du Conseil a le droit d'assister à l'enquête de la Commission, à moins que le Conseil ou la Commission ne décide le contraire.

Les réunions de la Commission sont publiques. La Commission peut cependant à tout moment décider le contraire.

Toute personne qui, à un titre quelconque, assiste ou participe aux réunions non publiques de la Commission est tenue préalablement de prêter le serment de respecter le secret des travaux. Toute violation de ce secret professionnel sera punie conformément aux dispositions de l'article 458 du Code pénal.

La Commission peut lever l'obligation de secret sauf si elle s'est expressément engagée à la préserver.

N. 2001 — 3281

[S - C - 2001/31397]

**19 JULI 2001. — Ordonnantie betreffende het parlementair onderzoek (1)**

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

**Artikel 1.** De Brusselse Hoofdstedelijke Raad oefent, in het kader van de opdracht die hij omschrijft, zelf het recht van onderzoek uit, of stelt daartoe uit zijn midden een commissie aan, voor elke zaak die verband houdt met de aangelegenheden bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

De door de Kamers ingestelde onderzoeken treden niet in de plaats van de onderzoeken van de rechterlijke macht; ze kunnen daarmee samenlopen maar mogen het verloop ervan niet hinderen.

**Art. 2.** De Commissie wordt samengesteld en beraadslaagt met inachtning van de regels die de Raad bepaalt.

Ieder lid van de Raad heeft het recht om het onderzoek van de Commissie bij te wonen, tenzij de Raad of de Commissie anders beslist.

De Commissievergaderingen zijn openbaar. De Commissie kan echter op ieder tijdstip anders beslissen.

Een ieder die, in welke hoedanigheid ook, de niet-openbare vergaderingen van de Commissie bijwoont of daaraan deelneemt, is gehouden vooraf onder ede te verklaren het geheime karakter van de werkzaamheden te zullen naleven. Schending van die geheimhouding wordt gestraft overeenkomstig de bepalingen van artikel 458 van het Strafwetboek.

De Commissie kan de geheimhoudingsplicht opheffen tenzij zij zich uitdrukkelijk heeft verbonden om de geheimhouding in acht te nemen.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil ou la Commission, ainsi que leur président pour autant que ceux-ci y soient habilités, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code d'instruction criminelle.

§ 2. Pour l'accomplissement de devoirs d'instruction qui devront être déterminés préalablement, le Conseil ou la Commission peut adresser une requête au premier président de la Cour d'appel, qui désigne un ou plusieurs conseillers à la Cour d'appel ou un ou plusieurs juges du tribunal de première instance du ressort dans lequel les devoirs d'instruction doivent être accomplis.

Pour l'accomplissement de ces devoirs d'instruction, le magistrat désigne est placé sous la direction du président de la Commission. Il établit un rapport écrit consignnant les résultats de son instruction.

Le magistrat désigné peut agir en dehors de son ressort et étendre son instruction à l'ensemble du Royaume.

§ 3. Lorsque les mesures d'instruction comportent une limitation de la liberté d'aller ou de venir, une saisie de biens matériels, une perquisition ou l'écoute, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, l'intervention du magistrat désigné conformément au paragraphe 2 est obligatoire.

Les articles 35 à 39 et 90<sup>ter</sup> à 90<sup>nonies</sup> du Code d'instruction criminelle relatifs à la saisie de biens matériels et à l'écoute, à la prise de connaissance et à l'enregistrement de communications et de télécommunications privées sont applicables par le magistrat visé à l'alinéa précédent.

§ 4. Lorsque des renseignements doivent être demandés en matière criminelle, correctionnelle, policière et disciplinaire, (le Conseil ou) la Commission adresse au procureur général près la Cour d'appel ou à l'auditeur général près la Cour militaire une demande écrite en vue de se faire délivrer une copie des devoirs d'instruction et des actes de procédure dont elle estime avoir besoin.

Si, par décision motivée, ce magistrat estime ne pas pouvoir accéder à cette demande, le Conseil, la Commission, ou leur président peuvent introduire un recours auprès d'un collège constitué du premier président de la Cour de cassation, du président de la Cour d'arbitrage et du premier président du Conseil d'Etat.

Ce collège siège à huis-clos et règle la procédure. Il peut entendre, dans les délais les plus brefs, le président de la Commission et le magistrat concerné. Il tranche le conflit de manière définitive et par décision motivée rendue en séance publique, en tenant compte des intérêts en présence et, en particulier du respect des droits de la défense.

§ 5. Lorsque des renseignements doivent être demandés en matière administrative, (le Conseil ou) la Commission adresse une demande écrite au Ministre ou au Secrétaire d'Etat compétent, qui y donne suite immédiatement.

**Art. 4.** Le président du Conseil ou le président de la Commission a la police de la séance.

Il l'exerce dans les limites des pouvoirs attribués aux présidents des Cours et tribunaux.

**Art. 5.** Les outrages et les violences envers les membres de l'Assemblée qui procèdent ou assistent à l'enquête sont punis conformément aux dispositions du chapitre II, titre V, livre II, du Code pénal concernant les outrages et violences envers les membres des Chambres législatives.

**Art. 6.** Toute personne peut être appelée comme témoin. La convocation se fait par écrit et, au besoin par citation.

Toute personne citée pour être entendue en témoignage est tenue de comparaître et de satisfaire à la citation sous peine d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs. Les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables.

**Art. 7.** Les témoins, les interprètes et les experts sont soumis devant le Conseil, la Commission ou le magistrat commis, aux mêmes obligations que devant le juge d'instruction.

**Art. 3.** § 1. De Raad of de Commissie, alsook hun voorzitters voor zover die daartoe gemachtigd wordt, kunnen alle in het Wetboek van Strafvordering omschreven onderzoeksmaatregelen nemen.

§ 2. Voor het uitvoeren van onderzoeksverrichtingen die vooraf bepaald moeten worden, kan de Raad of de Commissie een verzoek richten tot de eerste voorzitter van het hof van beroep, die een of meer raadsheren in het hof van beroep of één of meer rechters in de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied waarin de onderzoeksverrichtingen moeten geschieden, aanstelt.

Voor de uitvoering van deze onderzoeksverrichtingen staat de aangestelde magistraat onder leiding van de voorzitter van de Commissie. Hij stelt een schriftelijk verslag op waarin de resultaten van zijn onderzoek worden opgetekend.

De aangestelde magistraat kan buiten zijn ambtsgebied optreden en zijn onderzoek tot heel het Rijk uitbreiden.

§ 3. Wanneer de onderzoeksmaatregelen een beperking inhouden van de bewegingsvrijheid, een inbeslagname van materiële goederen, een huiszoeking of het af luisteren, kennismaken en opnemen van prive-communicatie en -telecommunicatie, is het optreden van de overeenkomstig § 2 aangestelde magistraat verplicht.

De artikelen 35 tot en met 39 en 90<sup>ter</sup> tot en met 90<sup>nonies</sup> van het Wetboek van Strafvordering betreffende de inbeslagname van materiële goederen en het af luisteren, kennismaken en opnemen van privé-communicatie en -telecommunicatie kunnen worden toegepast door de in het vorige lid bedoelde magistraat.

§ 4. Wanneer inlichtingen moeten worden opgevraagd in criminele, correctionele, politie- en tuchtzaken, richt de Commissie (of de Raad) tot de procureur-generaal bij het militair gerechtshof een schriftelijk verzoek tot het lichten van een door haar (hem) onontbeerlijk geacht afschrift van de onderzoeksverrichtingen en de proceshandelingen.

Zo deze magistraat bij gemotiveerde beslissing meent niet te kunnen ingaan op dit verzoek, kunnen de Raad, de Commissie of hun voorzitters hiertegen in beroep gaan bij een college dat bestaat uit de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie, de voorzitter van het Arbitragehof en de eerste voorzitter van de Raad van State.

Dit college houdt zitting met gesloten deuren en regelt de procedure. Het kan de voorzitter van de Commissie en de betrokken magistraat op zeer korte termijn horen. Het beslecht het geschil definitief en bij gemotiveerde beslissing uitgesproken in openbare vergadering, met inachtneming van de aan de orde gestelde belangen en, in het bijzonder, met eerbiediging van de rechten van verdediging.

§ 5. Wanneer inlichtingen moeten worden opgevraagd in bestuurszaken, richt de Commissie (of de Raad) een schriftelijk verzoek tot de bevoegde Minister of Staatssecretaris, die aan dat verzoek onmiddellijk gevolg geeft.

**Art. 4.** De voorzitter van de Raad of de voorzitter van de Commissie handhaaft de orde in de vergadering.

Te dien einde heeft hij dezelfde bevoegdheden als de voorzitters van de hoven en rechtbanken.

**Art. 5.** Smaad en geweld tegen de leden van de Assemblée die het onderzoek verrichten of bijwonen, worden gestraft overeenkomstig hetgeen in boek II, Titel V, hoofdstuk II, van het Strafwetboek bepaald is betreffende smaad en geweld tegen leden van de Wetgevende Kamers.

**Art. 6.** Een ieder kan als getuige worden opgeroepen. De oproeping geschiedt schriftelijk en, zo nodig, bij dagvaarding.

Hij die gedagvaard wordt om als getuige te worden gehoord, is gehouden te verschijnen en aan de dagvaarding te voldoen, op straffe van gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en geldboete van vijfhonderd frank tot tienduizend frank. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing.

**Art. 7.** Getuigen, tolken en deskundigen hebben tegenover de Raad, de Commissie of de aangestelde magistraat dezelfde verplichtingen als tegenover de onderzoeksrechter.

Avant d'être entendus, les témoins sont tenus de présenter l'invitation ou la convocation à témoigner, il en est fait mention dans le procès-verbal. Avant son audition, le témoin décline ses nom, prénoms, profession, lieu et date de naissance et domicile.

Les témoins et experts prêtent ensuite le serment de dire toute la vérité et rien que la vérité.

Les experts confirment leurs rapports verbaux ou écrits par le serment suivant : "Je jure avoir accompli ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité".

Le procès-verbal des témoignages est signé, soit immédiatement, soit au plus tard quinze jours à dater de la fin de l'audition par le président et par le témoin, après que lecture lui en ait été faite et qu'il ait déclaré persister en ses déclarations. Aucun interligne ne pourra être fait, les ratures et renvois seront approuvés et paraphés par le président et le témoin.

Si le témoin refuse de signer ses dépositions, il en sera fait mention au procès-verbal.

Sans préjudice de l'invocation du secret professionnel visé à l'article 458 du Code pénal, tout témoin qui, en faisant une déclaration conforme à la vérité, pourrait s'exposer à des poursuites pénales peut refuser de témoigner (le président de la Commission l'en informe préalablement à l'audition).

**Art. 8.** Le coupable de faux témoignage, l'interprète et l'expert coupables de fausses déclarations, le coupable de subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, seront punis d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et privés de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Lorsque le coupable de faux témoignage, l'interprète ou l'expert coupables de fausses déclarations aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, il sera condamné en outre à une amende de cinquante francs à trois mille francs.

La même peine sera appliquée aux suborneurs, sans préjudice des autres peines.

Le faux témoignage est consommé lorsque le témoin, ayant fait sa déposition, a déclaré y persister.

Si le témoin est appelé pour être entendu à nouveau, le faux témoignage n'est consommé que par la dernière déclaration du témoin qui persiste dans sa déclaration.

**Art. 9.** Les procès-verbaux constatant des indices ou des présomptions d'infractions seront transmis au procureur général près la Cour d'appel pour y être donnée telle suite que de droit.

**Art. 10.** Les indemnités dues aux personnes dont le concours a été requis dans l'enquête sont réglées conformément au tarif des frais en matière civile.

**Art. 11.** En conformité avec son règlement, le Conseil met sans délai à la disposition de la Commission les moyens indispensables à l'accomplissement de sa mission.

**Art. 12.** La Commission consigne la relation de ses travaux dans un rapport public. Elle acte ses conclusions et formule, le cas échéant, ses observations quant aux responsabilités que l'enquête révèle, et ses propositions sur une modification de la législation.

Alvorens te worden gehoord, vertonen de getuigen de uitnodiging of de dagvaarding waarbij zij worden opgeroepen om te getuigen; daarvan wordt melding gemaakt in het proces-verbaal. Voor zijn verhoor doet de getuige opgave van zijn naam, voornamen, beroep, plaats en datum van geboorte en woonplaats.

De getuigen en de deskundigen leggen vervolgens de eed af dat zij de gehele waarheid en niets dan de waarheid zullen zeggen.

De deskundigen bevestigen hun mondelinge dan wel schriftelijke verslagen met de als volgt gestelde eed : "Ik zweer dat ik mijn opdracht in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk vervuld heb."

Het proces-verbaal van de getuigenissen wordt getekend, hetzij onmiddellijk, hetzij uiterlijk vijftien dagen na de beëindiging van het verhoor, door de voorzitter en de getuige, nadat deze daarvan voorlezing heeft gekregen en verklaard heeft te volharden bij zijn verklaringen. Er mag niet tussen de regels worden geschreven; doorhalingen en verwijzingen worden door de voorzitter en de getuige goedgekeurd en geparafeerd.

Indien de getuige weigert zijn getuigenis te tekenen, wordt daarvan melding gemaakt in het proces-verbaal.

Onverminderd het inroepen van het beroepsgeheim bedoeld in artikel 458 van het Strafwetboek, kan iedere getuige aanvoeren dat hij, door naar waarheid een verklaring af te leggen, zich zou kunnen blootstellen aan strafvervolging en derhalve getuigenis weigeren (de voorzitter van de Commissie brengt hem daarvan op de hoogte voor het verhoor).

**Art. 8.** Hij die schuldig is aan valse getuigenis, de tolk en de deskundige die schuldig zijn aan valse verklaringen en hij die schuldig is aan verleiding van getuigen, deskundigen of tolken, worden gestraft met gevangenisstraf van twee maanden tot drie jaar en worden voor een termijn van ten minste vijf jaar en ten hoogste tien jaar ontzet van het recht om te kiezen en gekozen te worden.

Heeft de valse getuige, de deskundige of de tolk geld, een beloning of een belofte aangenomen, dan wordt hij bovendien veroordeeld tot geldboete van vijftig frank tot drieduizend frank.

Dezelfde straf wordt toegepast op de verleider, onverminderd de andere straffen.

Valse getuigenis is voltooid, wanneer de getuige zijn getuigenis heeft afgelegd en verklaard heeft daarbij te volharden.

Wordt de getuige opgeroepen om opnieuw te worden gehoord, dan is het valse getuigenis eerst voltooid met de laatste verklaring van de getuige dat hij bij zijn getuigenis volhardt.

**Art. 9.** De processen-verbaal waarin wordt vastgesteld dat er aanwijzingen of vermoedens zijn van strafbare feiten, worden gezonden aan de procureur-generaal bij het hof van beroep opdat daaraan gevolg wordt gegeven als naar recht.

**Art. 10.** De vergoedingen verschuldigd aan de personen wier medewerking bij het onderzoek is gevorderd, worden uitgekeerd overeenkomstig het tarief van gerechtskosten in burgerlijke zaken.

**Art. 11.** Overeenkomstig zijn reglement stelt de Raad onverwijld de middelen ter beschikking van de Commissie die onontbeerlijk zijn voor de uitvoering van haar opdracht.

**Art. 12.** De Commissie maakt van haar werkzaamheden een verslag, dat openbaar is. Zij vermeldt haar conclusies en formuleert, in voorkomend geval, opmerkingen over de verantwoordelijkheden die door het onderzoek aan het licht zijn gebracht, en voorstellen over een wijziging van de wetgeving.

Les pouvoirs de la Commission cessent en cas de dissolution du Conseil qui a ordonné l'enquête. Ils sont suspendus par la clôture de la session, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

**Art. 13.** La présente ordonnance entré en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

F.-X. de DONNEA

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

J. CHABERT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement,

E. TOMAS

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature, de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

—  
Note

*Documents du Conseil :*

*Session ordinaire 1999/2000*

A- 135/1 Proposition d'ordonnance

*Session ordinaire 2000/2001*

A- 135/2 Rapport

*Compte rendu intégral :*

Discussion : séance du jeudi 12 juillet 2001.

Adoption : séance du vendredi 13 juillet 2001.

De bevoegdheid van de Commissie vervalt door de ontbinding van de Raad die het onderzoek heeft gelast. Haar werkzaamheden worden geschorst door de sluiting van de zitting, tenzij de Raad anders beslist.

**Art. 13.** Deze ordonnantie treedt in werking de dag waarop ze wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dal ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2001.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

F.-X. de DONNEA

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

J. CHABERT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werkgelegenheid, Economie, Energie en Huisvesting,

E. TOMAS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Ambtenarenzaken, Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,

D. GOSUIN

—  
Nota

*Documenten van de Raad :*

*Gewone zitting 1999/2000*

A - 135/1 Voorstel van ordonnantie

*Gewone zitting 2000/2001*

A - 135/2 Verslag

*Volledig verslag :*

Bespreking : vergadering van donderdag 12 juli 2001.

Aanneming : vergadering van vrijdag 13 juli 2001.

F. 2001 — 3282

[2001/31371]

**26 NOVEMBRE 1998.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant le cadre organique du Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloise;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 21;

N. 2001 — 3282

[2001/31371]

**26 NOVEMBER 1998.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de personeelsformatie van het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot Brusselse instellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 21;